

RAPPORTS 2012 SUR LES DROITS DE L'HOMME - MALI

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Mali est dirigé par un gouvernement militaire de transition mis en place à la suite du coup d'État du 22 mars. À cette date, les forces armées ont renversé le gouvernement civil ayant à sa tête le président Amadou Toumani Touré, qui avait été élu en 2007 dans le cadre d'élections considérées comme libres et équitables malgré des irrégularités administratives. Une tentative de contre-coup d'État, le 30 avril, s'est soldée par un échec. En avril, un accord conclu grâce aux bons offices de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a permis la mise en place d'un gouvernement intérimaire. Le 10 décembre, des éléments des forces de sécurité loyales à l'auteur du coup d'État, le capitaine Amadou Sanogo, ont enlevé le Premier ministre intérimaire, Cheick Modibo Diarra, l'ont forcé à démissionner et ont dissout son cabinet. En l'espace d'une semaine, la nomination d'un nouveau Premier ministre intérimaire, Django Cissoko, et la mise en place d'un nouveau cabinet ont été annoncées. À la fin de l'année, le pays était gouverné par un triumvirat composé de la junte, du président intérimaire Dioncounda Traoré et du premier ministre intérimaire Cissoko. Bien que les forces armées soient contrôlées en théorie par les dirigeants civils, la démission forcée du Premier ministre intérimaire a indiqué clairement que la junte restait une force importante dans la gouvernance du pays.

Avant le coup d'État, des groupes d'insurgés touaregs, fortement armés, ont proclamé la création de l'État indépendant de l'Azawad dans le nord du Mali, et ont lancé une série d'offensives contre les avant-postes militaires gouvernementaux de cette région. Les groupes d'insurgés, appuyés dans certains cas par des extrémistes, ont profité du chaos politique régnant dans la capitale, Bamako, au lendemain du coup d'État pour s'emparer de villes et d'agglomérations dans le nord du Mali et pour prendre de fait le contrôle de la région. Un autre groupe armé, Ansar al-Dine, a également commencé à établir la charia. Des groupes extrémistes tels qu'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) ont joint leurs forces à celles d'Ansar al-Dine, mais ces groupes se sont par la suite affrontés les uns aux autres pour prendre des territoires. À la fin de l'année, tout le nord du Mali, qui représente environ les deux tiers du territoire national mais qui ne compte grosso modo que 10 % de la population du pays, était aux mains des extrémistes. En décembre plus de 230 000 habitants étaient déplacés dans le pays et plus de 155 000 autres s'étaient réfugiés dans les pays voisins, la Mauritanie, le Niger, le Burkina Faso et l'Algérie.

Des soldats de la junte auraient commis divers actes répréhensibles, arrestations et détentions arbitraires, menaces, violences corporelles et tortures. Les femmes ont continué d'être exposées à des violences domestiques et à une culture qui tolère l'excision et les mutilations génitales féminines E/MGF). La traite des personnes et l'exploitation dans les relations du travail, notamment le travail des enfants, ont constitué des problèmes.

Au nombre des autres problèmes relevant des droits de l'homme ont figuré la privation arbitraire de la vie, des conditions carcérales pénibles, l'inefficacité judiciaire, les limitations de la liberté de la presse, la corruption et l'impunité des officiels, le viol et la violence domestique à l'égard des femmes, la discrimination sociale envers les Tamachek noirs soumis à des pratiques assimilables à l'esclavage, la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH-sida. Les droits de travailleurs de s'organiser, de faire grève, de négocier collectivement et de bénéficier de normes d'emploi équitables ont souvent été ignorés.

L'État n'a pris aucune mesure pour poursuivre en justice ou punir les officiels responsables d'abus, et l'impunité est restée un problème.

Des extrémistes et certains groupes d'insurgés ont commis de graves violations des droits de l'homme dans le nord, notamment des violences sexuelles, des exécutions sommaires, l'emploi d'enfants-soldats, des amputations des mains et des pieds de personnes soupçonnées de vol, des actes d'intimidation de journalistes et la destruction de monuments anciens. Parmi les groupes extrémistes figuraient AQMI, le MUJAO et le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA).

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Plusieurs exécutions arbitraires ou illégales imputées aux pouvoirs publics ou à leurs agents ont été signalées.

Par exemple, le 8 septembre, à un poste de contrôle routier dans la ville de Diabali, des soldats ont ouvert le feu et ont tué 16 religieux maliens et mauritaniens sans armes qui se rendaient à une rencontre religieuse à Bamako. À la fin de l'année le

gouvernement a déclaré qu'une enquête était en cours sur l'incident mais n'a pas fourni d'autres renseignements.

Le 19 août, plusieurs heures après avoir été détenu, lui et son frère, par la police qui les soupçonnait d'avoir pris part quelques jours auparavant à une attaque ayant causé la mort d'un officier de police, Fousseynou Ouattara a été déclaré mort à son arrivée à l'hôpital où il avait été transporté après avoir prétendument subi une crise cardiaque. La famille a pris contact avec l'Association malienne des droits de l'homme (AMDH) et a accusé la police d'avoir battu de M. Ouattara e à mort ; l'AMDH à son tour s'est mise en rapport avec le ministère de la Justice pour qu'une enquête soit lancée. Le ministère public et la gendarmerie ont demandé une autopsie, mais les officiers de police en poste à l'hôpital ont refusé de remettre le corps du défunt.

Certains rapports ont fait état d'exécutions arbitraires en rapport avec les conflits internes (voir la section 1.g.).

Il n'a pas été signalé de développements dans l'affaire du trafiquant de drogue présumé Amada Diallo, tué en septembre 2011 par des douaniers lors d'une poursuite en voiture dans les environs de Kadiolo, ni dans le cas du décès d'un étudiant en mars 2011 après que celui-ci eut respiré des gaz lacrymogènes au cours d'une manifestation.

b. Disparitions

Plusieurs cas de disparitions à caractère politique ont été signalés.

Le 30 avril, par exemple, des dizaines de soldats et d'officiers de police ont été arrêtés après des violences au sein des forces armées. Vingt et un d'entre eux sont portés manquants depuis le mois de mai, date de remise en liberté des personnes qui avaient été détenues à cette occasion. Des rapports d'Amnesty International et de Human Rights Watch ont émis l'hypothèse d'exécutions.

Au cours de l'année, le MUJAO et l'organisation terroriste AQMI ont tenu plusieurs personnes en otage (voir la section 1.g.).

c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La constitution et la loi interdisent de telles pratiques ; cependant, certains rapports ont signalé que la police et la junte militaire en avaient fait usage.

Des membres de la police et des forces armées partisans de la junte ont commis de graves violations des droits de l'homme à l'égard de membres de l'unité de parachutistes des Bérets rouges et d'officiers de police accusés d'une tentative de contre-coup d'État le 30 avril. Des témoins et des victimes ont déclaré que des officiers de police torturaient les détenus au siège du Groupe mobile de sécurité. Les détenus ont ensuite été incarcérés pendant plus d'un mois au camp militaire de Kati au lieu de l'être dans des camps de la gendarmerie ou des prisons civiles. Au cours de leur incarcération, selon des témoignages recueillis par Amnesty International, l'AMDH et Human Rights Watch, ils ont été battus, brûlés avec des cigarettes, forcés de se sodomiser mutuellement et menacés de mort. Les détenus du camp de Kati se sont vu refuser l'accès à leurs avocats et aux membres de leur famille et vivaient dans des conditions extrêmement peu hygiéniques. Deux d'entre eux sont décédés du fait de leur traitement.

Des groupes locaux de défense des droits de l'homme ont fait état d'une augmentation du harcèlement de civils par la police, et notamment d'allégations de tortures et de violences physiques.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Dans l'ensemble, les conditions carcérales sont demeurées déplorables et ne correspondaient pas aux normes internationales.

Conditions physiques : Le surpeuplement des prisons a perduré. Ainsi, au 20 septembre, la prison centrale de Bamako, prévue pour 400 prisonniers, en hébergeait 1 712, dont 1 017 en détention provisoire. À Bamako, les hommes et les femmes étaient placés dans des prisons séparées, bien que la prison des femmes accueille des délinquants juvéniles des deux sexes. Dans l'ensemble du pays, les trois régions du nord étant exclues, les prisons hébergeaient 3 451 prisonniers, dont 1 560 en détention provisoire. Les conditions de détention étaient meilleures dans les prisons de femmes que dans les prisons d'hommes. En dehors de la capitale, les hommes, les femmes et les délinquants juvéniles étaient placés dans la même prison dans des cellules séparées. Des détenus en détention provisoire étaient placés avec des prisonniers condamnés. Les personnes arrêtées pouvaient être

détenues jusqu'à 72 heures dans les postes de police, où il n'y avait pas de cellules de garde à vue séparées pour les hommes et les femmes.

Il n'existe pas de rapports des autorités ni des organisations de défense des droits de l'homme sur la prévalence des décès dans les prisons et les centres de détention. Toutefois, de multiples rapports ont fait état de décès survenus lors de la garde à vue dans les sièges de la police ou des forces armées, notamment après le coup d'État de mars.

L'alimentation dans les prisons, lorsqu'elle est disponible, était fournie en quantité insuffisante et de piètre qualité, et les installations médicales et sanitaires étaient médiocres, présentant de graves risques pour la santé. Les prisonniers avaient accès à la même eau que la population locale. L'eau potable était de bonne qualité à Bamako, mais les sources d'eau des prisons régionales étaient insalubres. La ventilation, l'éclairage et la température des centres de détention étaient comparables à ceux de nombreux foyers pauvres des villes. Le manque d'hygiène constituait la plus grande menace sanitaire pour les prisonniers, qui ne disposaient que d'un seau dans leur cellule.

Administration : La tenue des registres des prisons laissait à désirer et aucun effort particulier n'a été fait pendant l'année pour l'améliorer. Les autorités n'ont pas eu recours aux peines de substitution pour les délinquants non violents.

Il n'existait pas de médiateurs affectés aux prisons. Toutefois, les autorités permettaient aux prisonniers et aux détenus de déposer des plaintes non censurées aux autorités judiciaires, soit directement soit par l'entremise du Bureau du médiateur de la République, pour demander une enquête en cas d'allégations crédibles de traitement inhumain. On ne sait pas si de telles plaintes ont été déposées au cours de l'année. Bien qu'il existe une Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) chargée d'effectuer des visites dans les prisons et de veiller à l'humanité des conditions d'incarcération, celle-ci a éprouvé des difficultés à avoir accès aux détenus au cours de l'année. La Direction nationale de l'administration pénitentiaire, instance publique, était en charge des enquêtes et de la surveillance des conditions carcérales. Les détenus pouvaient recevoir des visites de manière raisonnable et jouissaient d'une liberté d'observance religieuse.

Inspections : Les autorités ont permis à des observateurs des droits de l'homme d'effectuer des visites dans les prisons et diverses organisations de défense des droits de l'homme l'ont fait au cours de l'année, avant comme après le coup d'État, bien que ces inspections aient été plus limitées après le coup d'État. Cependant, les

organisations non gouvernementales (ONG) et les autres observateurs devaient déposer une demande auprès du directeur de la prison, lequel était censé la transmettre au ministère de la Justice. Les autorisations, dont les délais d'obtention pouvaient aller jusqu'à une semaine, étaient généralement accordées, mais ce délai a limité la capacité des observateurs à constater si des violations des droits de l'homme avaient eu lieu. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a effectué des visites auprès de prisonniers politiques incarcérés au camp militaire de Kati, mais pas dans les prisons ordinaires, visites qui ont eu lieu conformément à ses modalités habituelles. L'AMDH a pu se rendre dans quelques prisons de Kati et de Bamako, mais a effectué un nombre inférieur de visites en raison du coup d'État et de la situation d'insécurité. Aucune aide n'a été apportée aux prisonniers pour améliorer les conditions de leur détention. Selon l'AMDH, au cours de l'année, les prisonniers ont été incarcérés de trois à six mois pour des infractions mineures.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires. Toutefois, après le coup d'État du 22 mars et le contre-coup d'État du 30 avril, de nombreux cas d'arrestation et de détention arbitraires ont été signalés. Après le coup d'État, des dizaines de personnalités politiques et de dirigeants du monde des affaires ont été arrêtés et menacés de violences physiques, de pillage de leur domicile et d'une éventuelle détention par des soldats agissant en marge du processus judiciaire normal. La plupart ont été remis en liberté peu après leur arrestation. À la suite des violences au sein des forces armées du 30 avril, plus de 50 soldats et stagiaires de la police ont été détenus.

Le 25 août, des hommes armés et masqués locaux ont arrêté Mahamadou Douara, ancien étudiant militant et critique de la junte et du peu de volonté de celle-ci de se battre dans le nord du pays, en alléguant de son association avec une milice locale de Bamako. Ils le détenaient encore en un lieu indéterminé à la fin de l'année.

Tard dans la soirée du 10 décembre, le premier ministre Cheick Modibo Diarra a été emmené de son domicile à Bamako au siège de la junte à Kati. Il a accepté de démissionner, après avoir fait l'objet de pressions, et a annoncé publiquement sa décision de ce faire le lendemain matin à la télévision. M. Diarra est resté libre de se déplacer dans le pays après sa démission, sa liberté de se rendre hors du pays étant toutefois incertaine.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

Les forces de sécurité se composent de la gendarmerie, de la garde nationale, de la police et de la Direction générale de la sécurité d'État (DGSE).

Administrativement, la garde nationale relève du ministère de la Défense, mais son contrôle opérationnel dépend en fait du ministère de la Sécurité intérieure et de la Protection civile. La garde nationale dispose également d'unités spécialisées en matière de sécurité aux frontières. Le ministère de la Sécurité intérieure et de la Protection civile est notamment responsable du maintien de l'ordre dans les circonstances exceptionnelles, comme les catastrophes et les émeutes. La DGSE, enfin, a l'autorité d'enquêter sur n'importe quelle affaire et de placer des individus en garde à vue temporaire à la discrétion de son directeur général, ce qu'elle n'a fait d'habitude que dans les affaires de terrorisme et de sécurité nationale.

La police nationale et la gendarmerie quant à elles sont placées sous l'autorité du ministère de la Sécurité intérieure et de la Protection civile. La police est chargée de l'application de la loi et du maintien de l'ordre en zone urbaine, tandis que la gendarmerie a les mêmes attributions en milieu rural. La police nationale est subdivisée en arrondissements. Chaque arrondissement est doté d'un commissaire qui rend compte au directeur régional en poste à la direction nationale. La police nationale a été modérément efficace mais elle manquait fortement de moyens et de formation.

Les autorités civiles n'ont pas exercé un contrôle efficace des forces armées, mais elles sont généralement restées en contrôle de la police et de la gendarmerie. Le gouvernement ne dispose pas de mécanismes efficaces pour enquêter sur les abus et la corruption des forces de sécurité et de les sanctionner. Des rapports ont signalé au cours de l'année de nombreux cas d'impunité des forces de sécurité ; à la fin de l'année, il n'avait pas été ouvert d'enquêtes sur les allégations d'arrestations arbitraires, de tortures, d'abus sexuels et d'actes de répression et d'intimidation commis par des soldats partisans de la junte. Il n'existe pas de mécanismes efficaces pour enquêter sur les infractions des forces armées. Lors de réunions officielle, le ministère de Justice a déclaré que les familles étaient tenues de déposer plainte officiellement pour que soit ouvert un dossier en cas d'abus.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

Un mandat d'arrêt judiciaire est requis pour une arrestation. Normalement, il revient aux huissiers de justice de délivrer les mandats, qui indiquent la date à laquelle la personne concernée doit se présenter au poste de police. Même si des

personnes ont été, généralement, ouvertement appréhendées au moyen de mandats se basant sur des preuves suffisantes et émis par un officier de justice agréé, bien souvent les mandats n'étaient pas fondés sur des preuves suffisantes ou n'étaient pas utilisés.

La loi prévoit que les suspects doivent être mis en examen ou libérés sous 48 heures, et qu'ils ont droit à un avocat. Cependant, en pratique, le délai de mise en examen n'a pas toujours été respecté. Les suspects doivent être transférés du poste de police en prison dans les 72 heures suivant leur arrestation, mais dans la pratique, les détenus ont parfois été retenus plus longtemps aux postes de police. Des droits limités de remise en liberté conditionnelle ou sous caution existent, particulièrement pour les délits mineurs et les affaires civiles. Il est arrivé que les autorités remettent des prévenus en liberté sur engagement personnel de leur part.

Les détenus comparaissent devant un juge et ont droit à un avocat de leur choix ou commis d'office s'ils sont indigents, mais le nombre insuffisant d'avocats, surtout en dehors des villes de Bamako et de Mopti, a souvent empêché l'accès à la représentation juridique. Les détenus ordinaires ont été autorisés à entrer rapidement en contact avec leurs familles, qui constituent également leur principale source de denrées alimentaires. Les autorités ont refusé les visites familiales et l'apport d'une aide judiciaire aux membres des forces armées et de la police détenus au camp militaire de Kati.

Outre les cas en rapport avec le coup d'État du 22 mars et le contre-coup d'État du 30 avril, il n'a pas été signalé de cas de détenus mis au secret ou assignés à résidence.

Arrestations arbitraires : Boye Ouattara, frère de Fousseynou Ouattara (voir la section 1.a.), est resté incarcéré à la prison principale de Bamako, surpeuplée, sans que soit fixée une date de procès, après son arrestation le 19 août.

Détention provisoire : La loi stipule qu'un prisonnier doit être jugé dans les douze mois qui suivent sa mise en accusation, mais ce délai a souvent été dépassé et les détentions provisoires prolongées ont constitué un problème en raison notamment de longs procès, du grand nombre de détenus, de l'incompétence du système judiciaire, de la corruption et du manque de personnel. Certains individus sont parfois restés incarcérés plusieurs années avant leur procès et nombre d'entre eux ne disposaient pas des ressources financières nécessaires pour payer une libération sous caution. Environ 45 % de la population carcérale était constituée de personnes

en détention provisoire. Les données relatives aux prisons situées dans les régions du nord du pays ne sont pas disponibles.

e. Dénier de procès public et équitable

La Constitution et la loi garantissent l'indépendance du judiciaire ; toutefois, le pouvoir exécutif a continué d'exercer une influence sur l'appareil judiciaire. La corruption et l'insuffisance de moyens ont influencé l'équité des procès. Des groupes nationaux de défense des droits de l'homme ont affirmé que les cas de corruption et de trafic d'influence étaient courants dans les tribunaux.

L'application des décisions des tribunaux a posé problème. Les chefs de village et les juges de paix nommés par l'État ont jugé la majorité des différends dans les zones rurales. Les juges de paix étaient responsables des fonctions d'enquête, d'instruction et de poursuites judiciaires. Dans la pratique, ces systèmes n'ont pas accordé les mêmes droits que les tribunaux civils et pénaux. Les juges étaient parfois absents de leur zone pendant des mois.

Procédures applicables au déroulement des procès

La Constitution prévoit le droit à un procès équitable et dans l'ensemble, le pouvoir judiciaire l'a fait appliquer. Les accusés sont présumés innocents et ont le droit d'être informés promptement et en détail des chefs d'accusation qui leur sont imputés (avec service d'interprétation gratuit si nécessaire). Sauf dans le cas des mineurs, les procès ont généralement été publics et avec des jurys. Les accusés ont le droit de consulter un avocat de leur choix (ou commis d'office aux frais de l'État), mais compte tenu des arriérés administratifs et du manque d'avocats, surtout en milieu rural, un accès rapide à leurs services s'est souvent avéré impossible. Les accusés et leurs avocats ont le droit de disposer d'un temps et de facilités appropriées pour préparer la défense, de consulter les éléments de preuve détenus par le ministère public, de confronter les témoins à charge et de présenter des témoins et des éléments de preuve à leur décharge ; le gouvernement a généralement respecté ces droits. Les accusés ne peuvent pas être contraints de témoigner contre eux-mêmes ou de s'avouer coupables et peuvent faire appel des décisions des tribunaux devant la Cour suprême.

Prisonniers et détenus politiques

Après le contre-coup d'État avorté du 30 avril tenté à Bamako par le régiment d'élite des Bérets rouges, la junte a détenu et aurait torturé de nombreux membres du régiment à son siège, le camp militaire de Kati.

Selon plusieurs rapports, des dirigeants politiques ont été détenus après le coup d'État du 22 mars. Tard dans la soirée du 10 décembre, le Premier ministre Cheick Modibo Diarra a été emmené de son domicile à Bamako au siège de la junte à Kati. Il a accepté de démissionner, après avoir fait l'objet de pressions, et a annoncé publiquement sa décision de ce faire le lendemain matin à la télévision. .

Procédures et recours judiciaires au civil

Les citoyens sont autorisés à former des recours en matière civile pour les violations des droits de l'homme. Ils peuvent interjeter appel auprès de la Cour de justice de la CEDEAO et de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Certains rapports ont signalé que, dans les cas d'esclavage traditionnel, il était parfois difficile d'assurer l'application des décisions des tribunaux civils.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La Constitution et la loi interdisent de tels actes, et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces interdictions dans la pratique. Après le coup d'État du 22 mars et le contre-coup d'État du 30 avril, le domicile de quelques membres de l'opposition a été saccagé.

g. Recours à une force excessive et autres abus dans les conflits internes

Le violent conflit intérieur qui a persisté dans le nord du pays après le 17 janvier a mis aux prises les forces armées régulières et plusieurs groupes rebelles, dont des groupes laïcs, principalement les Touaregs, le MNLA, Ansar al-Dine, mouvement islamique appuyé par AQMI, lui aussi composé principalement de touaregs, et le MUJAO, groupe dissident d'AQMI. Après le coup d'État du 22 mars, ces groupes ont coordonné leurs efforts pour vaincre les forces armées à Kidal, Gao et Tombouctou, où ils se sont ensuite livrés à des vols, du pillage, des braquages de véhicules, des violences sexuelles et autres exactions. Ansar al-Dine et le MUJAO ont imposé la charia dans le nord, ce qui a amené à des flagellations en tant que sanctions en cas de relations sexuelles hors mariage, d'usage de la cigarette et de la

vente d'alcool, à l'amputation des mains et des pieds en cas de vol et à la mort par lapidation pour les couples non mariés vivant ensemble.

Exécutions extrajudiciaires : Le MNLA, Ansar al-Dine et le MUJAO ont tous commis de graves violations des droits de l'homme, notamment des exécutions extrajudiciaires, des viols généralisés et l'emploi d'enfants-soldats.

Le 23 février, l'ONG Médecins sans frontières a signalé qu'une fillette avait été tuée et 10 autres femmes et enfants blessés lors d'un bombardement aérien par les forces gouvernementales d'un camp de personnes déplacées dans le nord. Le 8 septembre, aux environs de la ville de Diabali, des éléments des forces gouvernementales ont tué 16 religieux qui se rendaient à une rencontre religieuse à Bamako.

Le 21 octobre, de nouveau aux environs de Diabali, des éléments des forces gouvernementales ont tué neuf Touaregs non armés qui étaient soupçonnés d'avoir des relations avec des groupes extrémistes. Selon des témoins, les hommes étaient des gardiens de troupeaux.

En février, des membres soit d'AQMI soit d'Ansar al-Dine ont tué une centaine de soldats maliens désarmés dans la ville d'Aguelhoc. En mars, Ansar al-Dine s'est emparé de cette ville de garnison située dans la région de Kidal et a ensuite exécuté 82 soldats et civils.

Le 2 octobre, des membres d'Ansar al-Dine ont exécuté publiquement un meurtrier présumé conformément à la charia.

Enlèvements : Le MUJAO a revendiqué la responsabilité de l'enlèvement de sept diplomates algériens le 5 avril. Trois otages algériens ont été relâchés en juillet et un autre a été exécuté au début septembre. Les trois otages restants étaient encore aux mains du MUJAO à la fin de l'année. Le 20 novembre, le MUJAO a enlevé un Français dans la région de Kayes.

Trois agents de l'aide humanitaire enlevés par le MUJAO en octobre 2011, deux Espagnols et un Italien, ont été libérés le 17 juillet.

Mauvais traitements, sanctions et torture : En mars et tout au long du conflit, des membres du MNLA ont mené des campagnes de viols massifs dans les régions dont ils s'étaient emparés. Ils ont dressé des listes de femmes devant être châtiées pour être enceintes ou pour avoir mis un enfant au monde hors mariage. Des

membres du MNLA ont également enlevé des adolescentes, leur ont fait subir des viols collectifs ou les ont forcées à se marier en invoquant le viol. Certains mariages forcés servaient de couverture à la prostitution forcée.

En juillet, des agences de presse ont signalé qu' AQMI et le MUJAO avaient posé des mines terrestres aux alentours de Gao pour prévenir les contre-attaques de forces leur étant opposées.

Enfants soldats : Le MUJAO et AQMI ont pratiqué le recrutement forcé d'enfants, certains n'ayant que 14 ans, pour en faire des combattants. Il a également été constaté que les milices pro-gouvernementales Gando Izo et Gando Koy recrutait des enfants, certains de 15 ans seulement, en vue de leur dispenser une formation militaire. Ces groupes pro-gouvernementaux s'entraînaient sur des terres de l'État. Des groupes internationaux de défense des droits des personnes ont documenté la pratique de groupes extrémistes dans le nord du pays qui enrôlaient des centaines d'enfants de 9 à 17 ans pour en faire des soldats. Certains rapports ont fait état de familles qui étaient forcées de confier leurs enfants aux milices et qui recevaient en échange environ 600 dollars par enfant. Des groupes internationaux de défense des droits de la personne ont signalé que les enfants servaient de soldats et d'esclaves sexuels.

Voir aussi le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État publié tous les ans et disponible à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/.

Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La Constitution prévoit la liberté de la presse et dans la pratique, l'État a généralement respecté ces droits jusqu'au coup d'État du 22 mars. Après le coup d'État, on a constaté un accroissement des violences, du harcèlement et de l'intimidation à l'égard des médias par la junte militaire dans le sud et par les extrémistes dans le nord.

Liberté de la presse : Le 12 juin, des soldats armés ont ordonné à Africable, organisme de médias privé à Bamako, d'annuler la diffusion prévue d'une interview avec un chef rebelle touareg du MNLA.

Violence et harcèlement : Les enlèvements et les agressions de journalistes par des groupes armés agissant en complète impunité étaient de pratique courante à Bamako aux lendemains immédiats du coup d'État.

Le 16 mai, des officiers du renseignement ont détenu brièvement Saouti Haidara, directeur de publication du quotidien privé *L'Indépendant* et l'ont interrogé au sujet d'un article qui conseillait vivement aux habitants de Bamako de ne pas s'approcher des immeubles abritant des organismes gouvernementaux en raison du danger des attaques armées probables.

Censure ou restrictions sur le contenu : Le 9 juillet, la DGSE a interrogé Birama Fall, directeur de publication du journal privé *Le Prétoire*, concernant des questions qu'il aurait posées sur l'existence d'un charnier aux abords de Kati, siège de la junte. L'autocensure a été signalée comme constituant un problème, les journalistes cherchant à éviter le harcèlement par des membres de la junte ou leurs alliés.

Impact non gouvernemental : Le 3 août, des extrémistes occupant la région nord du pays ont agressé le journaliste Abdoul Malick Maïga, présentateur d'un journal radiodiffusé, qui avait commenté à l'antenne une manifestation des habitants de Gao qui n'étaient pas parvenus à épargner à un voleur l'amputation de la main. Le 5 août, des centaines de gens ont protesté à Gao, exigeant la remise en liberté du présentateur et incendiant un véhicule qui appartenait à un dirigeant du MUJAO.

En août, le MUJAO a fermé cinq stations de radio pour avoir diffusé ce que le mouvement a décrit comme « des programmes anti-islamiques ». Trois de ces stations de radio ont repris leurs activités ultérieurement, mais sous le contrôle du MUJAO.

Liberté d'accès à l'Internet

Il n'y avait pas de restrictions imposées par les autorités à l'accès à Internet ni de rapports indiquant qu'elles surveillaient le courrier électronique ou les forums de discussion. Il existait de nombreux cybercafés à Bamako, bien que l'accès à domicile soit limité en raison du coût. Hors de la capitale, il n'y avait qu'un nombre limité d'établissements où le public avait accès à l'Internet. Selon l'Union internationale des télécommunications, environ 2 % des habitants du pays se sont servis de l'Internet en 2011.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté d'enseignement ou aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion pacifique et d'association

La loi prévoit la liberté de réunion et d'association et, au cours de la période qui précédait le coup d'État, l'État a généralement respecté ces libertés.

Liberté de réunion

La Constitution et la loi prévoient la liberté de réunion. Le gouvernement a généralement respecté cette liberté, bien que les unités de police et de gendarmeries chargées du contrôle des foules soient devenues considérablement plus importantes après une marche de jeunes le 21 mai qui s'est terminée par une mise à sac du palais présidentiel et une agression du président.

Liberté d'association

La Constitution assure la liberté d'association, bien que la loi interdise les associations jugées immorales. Au cours de la période qui précédait le coup d'État, l'État a généralement respecté cette liberté.

Liberté de religion

Voir le *Rapport international sur la liberté de religion* du Département d'État, disponible à l'adresse suivante : www.state.gov/j/drl/irf/rpt.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

La Constitution et la loi prévoient la liberté de mouvement à l'intérieur du pays, celle de voyager à l'étranger, d'émigrer et d'être rapatrié. L'État a généralement respecté ces droits dans les faits. Les policiers ont couramment interpellé les citoyens comme les étrangers afin de limiter les activités de contrebande et vérifier l'immatriculation des véhicules. Le nombre de postes de contrôle routier de la police à l'entrée de la capitale, Bamako, et à l'intérieur de la ville, a augmenté après le coup d'État du 22 mars, et dans de nombreux cas, ce contrôle était assuré par des éléments des forces armées. Un nombre important d'arrestations

d'étrangers soupçonnés d'être des mercenaires a eu lieu, mais ces personnes ont été relâchées ultérieurement.

L'État a coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et à d'autres personnes en situation préoccupante.

Exil : Plusieurs dirigeants politiques se sont vus contraints de s'auto-exiler après le contre-coup d'État d'avril, le plus notoire étant le président intérimaire Dioncounda Traoré qui a quitté le pays pendant deux mois après avoir été agressé le 21 mai.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP)

Le gouvernement a fourni une certaine aide aux PDIP, les a inscrites auprès de la Protection civile, a autorisé le CICR à avoir accès à elles et les a autorisées à recevoir l'aide des organisations humanitaires. L'Organisation internationale pour les migrations a estimé le nombre de PDIP à 230 000. La présence de groupes extrémistes dans les régions du nord a fait obstacle aux efforts d'apport d'aide, davantage que des facteurs tels que les longues distances, les difficultés dues à la topographie et les préoccupations causées par les mines terrestres. L'État n'a pas attaqué ou ciblé les PDIP et ne les a pas forcées à rentrer chez elles ou à se réinstaller ailleurs. La plupart des PDIP vivent chez des parents ou des amis ou dans des familles d'accueil ou des établissements temporaires n'offrant qu'un accès limité aux nécessités de base tels que les aliments, l'eau et l'hygiène. Un grand nombre de ces communautés étaient déjà affectées par une grave insécurité alimentaire due à la sécheresse au Sahel. Le gouvernement a fourni une certaine aide aux PDIP et les a inscrites auprès de la Protection civile. Des groupes d'aide ont également fourni une aide humanitaire aux PDIP vivant dans le sud et dans le nord, dans la mesure où ils avaient accès à elles.

Protection des réfugiés

Droit d'asile : Les lois prévoient l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié. L'État a établi un système de protection des réfugiés. Un comité national en charge des réfugiés a opéré avec l'aide institutionnelle du HCR.

Solutions durables : En mai, le HCR a facilité le rapatriement volontaire de 104 réfugiés ivoiriens de Bamako qui avaient demandé à rentrer au pays en raison de

l'insécurité due à l'instabilité persistante au Mali. Les personnes rentrant de Bamako étaient parmi les près de 2 000 réfugiés ivoiriens qui avaient cherché asile au Mali à la suite de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire. Il n'a pas été fait état de cas de refoulement pendant l'année.

Protection temporaire : Au cours de l'année, l'Office public de la migration internationale, responsable de la protection temporaire des personnes qui ne peuvent pas prétendre au statut de réfugiés, a pris en charge cinq Ivoiriens, quatre ressortissants de la République démocratique du Congo et un Rwandais.

Section 3. Respect des droits politiques : Le droit des citoyens de changer de gouvernement

La Constitution et la loi assurent le droit de changer pacifiquement de gouvernement aux citoyens, lesquels ont toutefois été privés de ce droit par le coup d'État militaire du 22 mars.

Élections et participation politique

Élections récentes : En 2007, les citoyens ont réélu le président Amadou Toumani Touré pour un second mandat de cinq ans avec 71 % des voix. Des élections législatives ont également été organisées en 2007. Les observateurs nationaux et internationaux ont qualifié ces deux scrutins de globalement libres, équitables et sans fraude flagrante malgré des irrégularités administratives. L'élection présidentielle et les élections législatives prévues pour les mois d'avril et de juillet ont été annulées du fait du coup d'État ayant renversé le président Touré.

Partis politiques : De façon générale, les partis politiques ont fonctionné sans restriction ni influence extérieure.

Participation de femmes et des minorités : Quinze femmes siégeaient à l'Assemblée nationale, qui compte 147 députés. Il y avait trois femmes parmi les 31 membres du gouvernement de transition dirigé par le premier ministre Django Cissoko. Il y avait également cinq femmes, dont la présidente, parmi les 33 membres de la Cour suprême et trois parmi les neuf membres de la Cour constitutionnelle.

Enfin, l'Assemblée nationale comprenait 15 membres issus de minorités ethniques nomades et pastorales traditionnellement marginalisées, touaregs et arabes, et représentant les régions orientales et septentrionales de Gao, Tombouctou et Kidal.

Trois d'entre eux ont adhéré au MNLA ou à Ansar al-Dine. Le gouvernement comptait en outre trois membres issus de ces minorités.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales en cas de corruption des fonctionnaires. Cependant, le gouvernement n'a pas appliqué la loi de manière effective, et des hauts fonctionnaires ont fréquemment commis des actes de corruption en toute impunité. La corruption du judiciaire était répandue. Bien souvent, la police n'a pas été tenue responsable de ses actes de corruption. Responsables publics, policiers et gendarmes ont fréquemment sollicité des pots-de-vin. Certains rapports ont signalé que des policiers en uniforme ou des individus déguisés en policiers avaient dirigé des automobilistes à l'arrêt vers des lieux sombres et isolés avant de les y dévaliser. Dans de nombreux autres cas, des individus en tenue militaire ont enlevé, attaqué et volé des habitants dans leurs maisons avec impunité. La Banque mondiale a qualifié la corruption de problème grave dans le pays.

La Constitution exige du président, du Premier ministre et des membres du gouvernement qu'ils présentent chaque année à la Cour suprême un relevé financier et une déclaration écrite de leur valeur nette. Ces documents n'ont pas été rendus publics.

La Cellule d'appui aux structures de contrôle de l'administration (CASCA) et le Bureau du vérificateur général (BVG), organisme indépendant, sont responsables de la lutte contre la corruption. La CASCA a supervisé un certain nombre de petites unités de lutte contre la corruption faisant partie de divers ministères, et rendait directement compte à la présidence. L'administration publique et l'appareil judiciaire sont restés les secteurs les plus vulnérables à la corruption.

En juin 2011, la police a arrêté l'ancien ministre de la Santé Ibrahim Oumar Touré, accusé d'avoir détourné des millions de dollars du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Quinze autres anciens responsables du ministère de la Santé ont également été inculpés dans le cadre de cette affaire. À la fin de l'année, l'affaire se poursuivait.

La loi garantit l'accès du public aux renseignements détenus par l'administration et, dans la pratique, l'État a généralement donné accès à ces informations aux citoyens comme aux non-citoyens, y compris aux journalistes étrangers. Le public pouvait avoir accès au budget national sur simple demande. En cas de rejet d'une demande d'information, le demandeur a le droit de faire appel auprès d'un tribunal

administratif qui est censé se prononcer au sujet dudit appel dans un délai de trois mois. Le gouvernement a généralement respecté ces règles, mais celles-ci ont été contournées dans les cas de la pratique des pots-de-vin. Le gouvernement peut rejeter une demande en excipant de la sécurité nationale ou employer des processus bureaucratiques à titre de manœuvre dilatoire.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme

Un certain nombre de groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont opéré généralement sans restriction de la part de l'État, menant des enquêtes sur des affaires de violation de droits de l'homme et en publiant les résultats. Les autorités se sont montrées globalement coopératives et sensibles à leurs points de vue.

L'ONU et autres organismes internationaux : Amnesty International et Human Rights Watch ont toutes deux publié des mises à jour sur les rapports de violations des droits de l'homme, notamment les tortures, les exécutions sommaires, les lapidations et l'emploi d'enfants-soldats par des forces armées soutenues par la junte et par des terroristes affiliés à AQMI.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : En vertu de la constitution, la CNDH est une institution indépendante relevant du ministère de Justice. Au cours de l'année, elle a reçu de la part de l'État un siège et un personnel de taille réduite. Le rapport de 2011 de la CNDH sur les droits de l'homme était axé sur la corruption, l'impunité, la liberté de culte et la liberté d'expression. En août, la CNDH a remis un rapport sur les droits de l'homme après le coup d'État du 22 mars, le contre-coup d'État du 30 avril et l'occupation des régions septentrionales du pays. Ce rapport mettait en évidence les violations de la liberté de culte, les crimes de guerre, les viols, les amputations, les arrestations arbitraires, les séquestrations, les agressions physiques, la destruction et le pillage de biens privés et publics, les exécutions sommaires et les disparitions.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

La Constitution et la loi interdisent toute discrimination en raison de l'origine ou du statut social, de la couleur, de la langue, du sexe ou de la race, mais pas du handicap ou de l'orientation ou de l'identité sexuelles. Les citoyens se sont montrés en général réticents à déposer des plaintes ou à porter des accusations pour discrimination, principalement en raison de facteurs culturels. En l'absence de tels

procès et plaintes, l'État n'a pas poursuivi activement les personnes qui se sont rendues coupables de telles violations.

Condition féminine

Le viol et les violences au foyer : La loi criminalise le viol et le rend passible de peines allant de cinq à vingt ans d'emprisonnement ; cependant, l'État n'a pas fait appliquer la loi dans les faits. Le viol a représenté un problème courant. Seul un faible pourcentage d'affaires de viol a conduit à des poursuites judiciaires car les viols ne sont, pour la plupart, pas signalés, les victimes subissant une pression sociale les forçant à ne pas poursuivre leurs agresseurs, qui sont souvent des proches. Il n'existe pas de loi spécifique interdisant le viol conjugal, mais des responsables des services de sécurité ont déclaré que les lois pénales portant sur le viol s'appliquent également au viol conjugal. La police et les autorités judiciaires se sont montrées disposées à traiter les affaires de viol, mais ont abandonné les poursuites si un accord était atteint avant le procès. La Cour d'appel de Bamako avait moins d'affaires de viol inscrites sur son rôle qu'en 2011. Il n'y avait pas d'informations disponibles sur le nombre de condamnations.

Après avoir conquis le nord du pays, des groupes armés ont commis des viols et des violences sexuelles d'une portée indéterminée (voir la section 1.g.).

La violence en milieu familial à l'encontre des femmes, dont la violence conjugale, a constitué un sérieux problème au Mali. La plupart du temps, les cas n'étaient pas signalés. La violence conjugale est un délit, mais la loi n'interdit pas spécifiquement la violence en milieu familial. L'agression est passible d'une peine d'un à cinq ans de prison et d'une amende pouvant aller jusqu'à 500 000 francs CFA (1 000 dollars É.-U.) ou, en cas de préméditation, d'une peine maximale de 10 ans de prison. La police s'est montrée réticente à appliquer les lois ou à intervenir dans ce type de situation. De nombreuses femmes ont hésité à porter plainte contre leurs maris parce qu'elles craignaient que de telles accusations puissent être interprétées comme motifs de divorce, parce qu'elles ne pouvaient pas se prendre en charge financièrement, voulaient éviter la stigmatisation sociale ou redoutaient d'être encore plus ostracisées. La cellule nationale de la planification et des statistiques, chargée du suivi des poursuites judiciaires, n'était pas opérationnelle.

De nombreuses ONG administrant des foyers d'accueil pour les femmes domestiques victimes de maltraitance étaient en difficulté en raison de l'absence d'appuis de la part de leurs partenaires étrangers habituels.

Excision/mutilation génitale féminine (E/MGF) : Au Mali, les MGF sont légales et très courantes dans l'ensemble des groupes ethniques et religieux. Bien que l'État ait pris des mesures visant à sensibiliser la population sur les effets néfastes des MGF sur la santé et soit parvenu à réduire le pourcentage de fillettes excisées dans au moins une région du pays, il n'a toutefois pas criminalisé cette pratique. Il est interdit toutefois la pratique dans les centres médicaux financés par des fonds publics.

Harcèlement sexuel : La loi n'interdit pas le harcèlement sexuel et il s'est produit couramment dans les établissements d'enseignement, sans aucun effort de prévention de la part des autorités gouvernementales.

Droits génésiques : La capacité des femmes à prendre des décisions en matière de procréation était limitée. Les femmes subissent des pressions les incitant à s'en remettre à leur mari et à leur famille dans le domaine de la procréation, notamment pour le nombre, l'espacement et le moment des grossesses. Elles manquaient souvent d'information sur leurs différentes options. Elles n'avaient souvent pas accès à des contraceptifs ni à un personnel soignant qualifié au cours de l'accouchement pouvant leur prodiguer notamment les soins obstétricaux et postnatals essentiels. Selon le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le taux de prévalence des contraceptifs est de 8 % et les besoins non satisfaits en matière de planification familiale sont estimés à 29 %. Quarante-neuf pour cent des naissances se seraient déroulées en présence d'un personnel de santé qualifié. Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), en 2010, le taux de mortalité maternelle était de 540 décès pour cent mille naissances vivantes et le risque de décès maternel d'une femme malienne sur sa durée de vie était de un sur 22. Le facteur principal contribuant à la mortalité maternelle était le manque de praticiens médicaux ayant reçu une formation appropriée. La plupart des femmes mettaient leurs enfants au monde chez elles, en présence uniquement de membres de leur famille ; une minorité privilégiée a bénéficié des services d'une sage-femme.

Discrimination : La législation défavorise les femmes, particulièrement en matière de divorce ou d'héritage. Le droit de la famille et les us et coutumes favorisent les hommes. Légalement, les femmes doivent obéir à leur mari et sont particulièrement vulnérables dans les affaires de divorce, de garde des enfants et d'héritage. Elles disposaient d'un accès très limité aux services juridiques compte tenu de leur manque d'éducation et d'information, et du coût prohibitif de ces services.

Bien que la loi prévoie l'égalité des droits en matière de propriété, les pratiques traditionnelles et l'ignorance de la loi ont empêché les femmes de bénéficier entièrement de ces dispositions. Le régime de la communauté des biens doit être spécifié dans le contrat de mariage. En outre, si le type de mariage n'était pas précisé dans le certificat de mariage, les juges ont supposé qu'il s'agissait d'un mariage polygynique.

L'accès des femmes à l'emploi et aux opportunités économiques et éducatives était limité.

Le gouvernement, principal employeur du secteur formel dans le pays, rémunérait les femmes techniquement au même tarif que les hommes à travail égal, mais des différences dans les descriptions d'emplois permettaient des différences effectives de salaire. Bien que le ministère de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille soit chargé de protéger les droits juridiques des femmes, ces dernières sont restées victimes de discrimination économique en raison des normes sociales qui avantageaient les hommes.

Enfants

Enregistrement des naissances : La citoyenneté découle de la nationalité du père. L'État n'a pas enregistré systématiquement toutes les naissances, surtout en milieu rural. Selon l'UNICEF, 81 % des naissances étaient enregistrées. Cependant, au cours de l'année, l'État a continué à mener un recensement administratif pour recueillir des données biométriques et attribuer à chaque citoyen un identifiant unique. Ce processus a permis l'enregistrement des enfants qui n'avaient pas été enregistrés à la naissance, bien que le nombre exact des actes de naissance délivrés ne soit pas connu. Au cours de l'année, plusieurs ONG ont travaillé en collaboration avec des partenaires étrangers pour procéder à l'enregistrement des enfants à la naissance et enseigner aux parents les avantages de celui-ci.

Éducation : La Constitution assure la gratuité de l'éducation universelle et la loi prévoit la scolarité obligatoire des enfants de sept à seize ans. Toutefois, de nombreux enfants n'étaient pas scolarisés et les parents devaient souvent payer pour l'éducation de leurs enfants et leur acheter uniformes et fournitures scolaires. Parmi les autres facteurs influant sur la scolarisation figuraient notamment les distances à parcourir pour aller à l'école la plus proche, l'absence de transports et le manque d'enseignants et de matériel pédagogique. Le taux de scolarisation des filles était inférieur à celui des garçons à tous les niveaux en raison de la pauvreté,

des normes culturelles qui privilégient l'éducation des garçons et du mariage précoce des filles.

Dans le nord du pays, certains groupes extrémistes ont interdit aux garçons et aux filles d'aller en classe ensemble, ont interdit aux filles de faire des études et, dans certains cas, ont purement et simplement fermé des établissements d'enseignement. Dans ces régions, les fermetures forcées d'établissements d'enseignement ont touché environ 300 000 enfants.

Maltraitance d'enfants : Il n'y avait pas de statistiques complètes sur la maltraitance d'enfants, mais le problème était très répandu ; l'UNICEF a signalé à ce propos qu'environ 91 % des enfants déclaraient avoir été victimes de sévices corporels. Cependant la plupart des cas n'ont pas été signalés. La police et les services sociaux du ministère du Développement social, de la Solidarité et des Personnes âgées ont effectué des enquêtes et sont intervenus dans des cas de maltraitance ou de négligence d'enfants ; l'État, en revanche, a fourni peu de services pour les enfants victimes de ces situations.

Mariage des enfants : Le code du mariage permet aux filles de moins de 15 ans de se marier à condition d'avoir le consentement de leurs parents et une autorisation spéciale accordée par un juge ; il fixe à 15 ans l'âge minimum du mariage sans un tel consentement. Le mariage de personnes d'âge inférieur à l'âge légal était un problème dans l'ensemble du pays. L'âge légal du mariage est de 18 ans pour les garçons. Dans certaines régions du pays, on marie des filles qui n'ont parfois que 10 ans. Il est de pratique courante dans le pays qu'une fille de 14 ans épouse un homme deux fois plus âgé qu'elle. Selon les organisations locales de défense des droits de l'homme, les autorités judiciaires ont fréquemment accepté de faux documents faisant valoir que des filles de moins de 15 ans avaient l'âge requis pour se marier. Le Code de la famille révisé est le principal instrument employé par le gouvernement pour combattre le mariage précoce ; toutefois, au cours de l'année, des ONG ont également exécuté des campagnes de sensibilisation visant le même objectif.

Selon le FNUAP, 55 % des femmes âgées de 20 à 24 ans avaient été mariées à l'âge de 18 ans.

Des rapports généralisés ont fait état de mariages forcés de fillettes de moins de 14 ans dans les régions du nord aux mains des extrémistes.

Pratiques traditionnelles néfastes : Les MGF, très courantes surtout en milieu rural, ont été pratiquées sur les fillettes âgées de six mois à six ans. Les formes les plus communes de MGF pratiquées étaient celles de type I et de type II. Environ 92 % des filles et des femmes adultes avaient subi des MGF, bien qu'une étude démographique du ministère de la Santé de 2006 indique que ce taux était de 85 % chez les filles et les femmes de 15 à 19 ans. Cette pratique, répandue dans la plupart des régions à l'exception de certaines zones du nord du pays, s'est produite dans la quasi-totalité des groupes ethniques sans distinction entre les classes sociales. Certains Maliens pensent, à tort, qu'il s'agit là d'une pratique prescrite par le Coran. Aucune loi ne l'interdit explicitement, mais un décret officiel la proscrit dans les centres de santé financés par les fonds publics. Des campagnes de sensibilisation sur les dangers des MGF ont été mises en place par l'État dans l'ensemble du pays et des organisations de défense des droits de l'homme ont signalé que la pratique avait baissé chez les enfants de parents éduqués. Contrairement aux années précédentes, il n'a pas été fait état de familles burkinabè ayant émigré au Mali pour échapper à des lois plus strictes sur les MGF au Burkina Faso.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi n'interdit pas explicitement la prostitution infantile, mais elle interdit le proxénétisme tant des adultes que des enfants. Les contrevenants s'exposent à des peines allant de six mois à trois ans de prison et à des amendes de 20 000 à un million de francs CFA (40 à 2 000 dollars É.-U.). Les sanctions pour attentat à la pudeur, y compris la pédopornographie sont passibles de peines de cinq à vingt ans d'emprisonnement. Le pays dispose d'une loi sur le détournement de mineur qui fixe l'âge minimum pour les rapports sexuels consentis à 18 ans, mais comme elle n'est pas harmonisée avec celle sur l'âge minimum légal du mariage, qui est de 15 ans, elle n'est pas appliquée. Des cas d'exploitation sexuelle d'enfants se sont produits. Les autorités considèrent la pornographie infantile comme une forme d'attentat à la pudeur, qui est interdit par le code pénal La Brigade des mœurs et de la protection de l'enfance de la police nationale a parfois ratissé des maisons closes pour s'assurer que les prostituées avaient l'âge légal et arrêté les propriétaires de celles qui renfermaient des filles plus jeunes que l'âge minimum.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le Mali n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

Antisémitisme

Selon les estimations, la population juive comptait moins de 50 membres, et aucun acte antisémite n'a été signalé.

Traite des personnes

Pour des informations sur la traite des personnes, voir le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État, disponible à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/.

Personnes handicapées

Il n'existe pas de lois spécifiques pour protéger les droits des personnes présentant un handicap physique, sensoriel, intellectuel ou mental en matière d'emploi, d'éducation et d'accès aux soins de santé ou à d'autres services publics, ni de loi mandant l'accessibilité des édifices publics. Le ministère de l'Action humanitaire, de la Solidarité et des Personnes âgées, qui est chargé de la protection des droits des personnes handicapées, a parrainé des activités destinées à promouvoir les opportunités pour les personnes handicapées de générer des revenus et a travaillé avec des ONG qui fournissent des services de base, telles que la Fédération malienne des associations de personnes handicapées. Il existait une école pour malentendants à Bamako, soi-disant placée sous la responsabilité de l'État, mais le soutien et les ressources qu'elle recevait étaient quasiment inexistantes. Il n'a pas été signalé de cas importants de discrimination à l'égard de personnes handicapées mais l'amélioration de la situation de ces personnes n'était pas non plus une grande priorité pour le gouvernement.

Minorités nationales/raciales/ethniques

La discrimination sociale envers les Tamachek « noirs », souvent appelés de façon péjorative « Bellah », s'est poursuivie. Certains Tamachek noirs ont été privés de leurs libertés civiles par d'autres groupes ethniques en raison de pratiques apparentées à l'esclavage et de relations de servitude héréditaire entre certains groupes ethniques. Les communautés tamachek noires de Ménaka ont aussi fait état de discrimination systématique de la part notamment des autorités locales qui les ont empêchées d'obtenir des pièces d'identité ou des cartes d'électeurs, de trouver des logements adéquats, de protéger leur bétail contre le vol, d'obtenir une protection juridique ou d'accéder à l'éducation et à l'aide au développement.

Les groupes de défense des droits de l'homme ont signalé une aggravation de la situation des Bellah dans le nord, où il s'est produit au moins un cas où un

« propriétaire » a tué son esclave bellah et sa mère. Par ailleurs, il a été allégué que 18 enfants d'anciens esclaves avaient été enlevés par les maîtres traditionnels de leurs familles.

Le 23 mai, au moins 30 personnes appartenant à l'ethnie peule, traditionnellement des éleveurs, ont été tuées lors d'affrontements avec des membres de l'ethnie dogon, traditionnellement des agriculteurs, lors d'un différend foncier à la frontière du Burkina Faso. Quelque 1 000 autres ont fui, craignant d'autres violences.

Abus sociétaux, discrimination et actes de violence basés sur l'orientation et l'identité sexuelles

Il n'existe pas de lois interdisant spécifiquement la discrimination sur la base de l'orientation ou de l'identité sexuelles. Il n'existait aucune organisation lesbienne, gay, bisexuelle ou transgenre (LGBT) visible dans le pays. Une loi interdisant l'association « à des fins immorales » faisait obstacle à l'exercice du droit à la liberté d'association pour les LGBT. Il n'y a pas eu, au niveau national, de discrimination officielle sur la base de l'orientation sexuelle ; en revanche, la discrimination sociale était très répandue. Un code de la famille promulgué par l'Assemblée nationale en décembre 2011 interdirait aux « homosexuels » d'adopter des enfants, mais, bien qu'il ait été signé par le président, il n'est pas encore en vigueur.

Autres formes de violence ou discrimination sociétale

Il y a eu discrimination sociétale contre des personnes vivant avec le VIH-sida. L'État a mis en œuvre des campagnes pour sensibiliser davantage à ce fléau et diminuer la discrimination à l'encontre des personnes séropositives.

Des cas de violence collective se sont produits. Le 21 mai, le président intérimaire du pays a été transporté à l'hôpital, puis a passé plus de deux mois en France pour des examens médicaux après avoir été battu par des manifestants qui se sont introduits de force dans le palais présidentiel.

Au cours de l'année, au moins huit personnes soupçonnées de vol de motocyclettes ont été brûlées vives par des foules en colère. Aucune mesure n'a été prise à l'encontre d'aucun des auteurs des faits.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

Tous les travailleurs, y inclus les fonctionnaires, ont le droit de former des syndicats indépendants, d'y adhérer, de procéder à des négociations collectives et de faire grève. Les fonctionnaires et employés des entreprises publiques sont tenus de déposer un préavis de grève de deux semaines avant toute action prévue et d'ouvrir une médiation et des négociations avec leur employeur et une tierce partie, généralement le ministère du Travail, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État. Tous les types de grève sont autorisés et les représailles envers les grévistes sont interdites. La loi autorise cependant le ministre du Travail à ordonner un arbitrage contraignant en cas de différends qui pourraient mettre en danger des vies, la sécurité, la santé ou le fonctionnement normal de l'économie ou qui concernent un secteur professionnel vital. Par exemple, en cas de grève, les forces de police sont tenues d'assurer une présence minimale au siège et sur la voie publique.

La liberté d'association et le droit de négociation collective ont été respectés de manière inégale dans la pratique, bien que les travailleurs aient généralement pu exercer leurs droits. Le gouvernement a respecté le droit des syndicats de mener leurs activités sans ingérence. Les syndicats et les organisations de travailleurs étaient indépendants du gouvernement et des partis politiques, mais les syndicats étaient étroitement alignés sur les divers partis ou coalitions politiques. Bien qu'il n'y ait généralement pas eu de restrictions au droit de grève, les travailleurs ne l'ont exercé qu'occasionnellement. Néanmoins, dans le secteur minier, les grèves ont été réprimées par des licenciements et des arrestations illicites.

Bien que la loi autorise les travailleurs à exercer librement leur droit à la négociation collective, la Confédération syndicale internationale (CSI) a signalé qu'en pratique, le gouvernement avait refusé d'entamer les négociations pour le renouvellement de diverses conventions collectives fédérales dans des secteurs tels que le commerce, le bâtiment, les travaux publics, la mécanique générale et l'enseignement catholique. De ce fait, certaines conventions collectives n'ont pas été renégociées depuis 1956.

La CSI a signalé trois cas de conflits du travail au cours de l'année. La Confédération syndicale des travailleurs du Mali (CSTM) s'est plainte d'avoir été exclue d'entretiens tripartites avec le gouvernement ; celui-ci s'est déclaré disposé à négocier avec des syndicats affiliés à la CSTM sur des questions concernant certains secteurs particuliers, mais a indiqué qu'en tant qu'organisation cadre, la CSTM ne représentait qu'environ 15 % des travailleurs et était trop petite pour

participer aux négociations en tant que partenaire. Le gouvernement a traité au contraire avec l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM), laquelle représentait environ 75 % des travailleurs. Le 4 octobre, l'UNTM a levé un mot d'ordre de grève après avoir obtenu des concessions lors de longs pourparlers avec les autorités gouvernementales qui ont notamment convenu de réexaminer plusieurs revendications relatives au travail.

Les allégations de répression des activités syndicales par les entreprises du secteur minier ont également été sources de conflits. La CSTM a affirmé que des entreprises minières interdisaient à des syndicalistes d'élire des responsables syndicaux ; cette allégation n'était toujours pas résolue à la fin de l'année, mais l'UNTM et la CSTM avaient toutes deux des représentants sur la plupart des sites d'extraction.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi n'interdit pas toutes les formes de travail forcé ou obligatoire. Sont interdites, par exemple, toutes les formes de traite des enfants, mais pas toutes les autres formes de traite des personnes. La loi interdit l'utilisation contractuelle de personnes sans leur consentement, et les contrevenants sont passibles d'amendes et de peines de travaux forcés. Les peines passent à 20 ans de prison si la victime a moins de 15 ans. Le gouvernement a déployé peu d'efforts au cours de l'année pour prévenir ou éliminer le travail forcé.

Des cas de travail forcé ont été signalés. Selon les ONG, le système judiciaire s'est montré réticent à s'impliquer dans les affaires de travail forcé. Entre août et octobre 2011, un centre d'aide juridique de Gao a constitué des dossiers et intenté huit nouveaux procès civils concernant des affaires d'esclavage traditionnel, mais toutes les procédures ont été suspendues en raison de l'occupation du nord du pays par des groupes armés.

La plupart du travail forcé des adultes s'est produit dans le secteur agricole, en particulier la production de riz, les services domestiques, l'extraction de l'or et l'économie informelle. Le travail forcé des enfants s'est produit dans les mêmes secteurs. En outre, certains maîtres d'écoles coraniques ont fait travailler les enfants plus longtemps que socialement acceptable.

De nombreux Tamachek noirs continuent d'être assujettis à des pratiques de travail forcé et à des relations de servitude héréditaire, notamment dans les régions du nord et de l'est : Gao, Tombouctou et Kidal.

Voir aussi le *Rapport sur la traite des personnes* du Département d'État, disponible à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum requis pour travailler

Alors que le code du travail fixe l'âge minimum d'admission à l'emploi à 14 ans, à quelques exceptions près, une loi concernant les enfants le fixe à 15 ans. Le code du travail permet aux enfants âgés de 12 à 14 ans de travailler comme domestique ou comme saisonniers à des tâches légères, et limite leur nombre d'heures de travail possible. Il est interdit d'employer un enfant pendant plus de huit heures par jour, quelles que soient les circonstances. L'âge minimum pour tout travail dangereux est fixé à 16 ans. Les filles âgées de 16 à 18 ans ne peuvent pas être employées pendant plus de six heures par jour.

Il existait un mécanisme d'application des lois relatives au travail des enfants, mais qui manquait d'efficacité si bien que ces lois étaient souvent ignorées. Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, qui comptait une cinquantaine d'inspecteurs du travail (par rapport à huit en 2007), a effectué des inspections surprises et des visites à la suite de plaintes.

Le travail des enfants, en particulier les pires formes de ce travail, était un problème grave. Il était surtout concentré dans le domaine agricole, en particulier la production de riz, ainsi que dans les services domestiques, l'extraction de l'or, les écoles coraniques et l'économie informelle.

Environ la moitié des enfants âgés de sept à quatorze ans étaient économiquement actifs, et plus de 40 % des enfants de ce groupe d'âge ont été victimes des pires formes de travail d'enfant. Beaucoup effectuaient des travaux agricoles dangereux. Il y a eu des cas de traite d'enfants. Des enfants, et en particulier des filles, ont été forcés à travailler comme domestiques. Des enfants tamachek noirs ont été forcés à travailler comme domestiques ou ouvriers agricoles.

Le travail des enfants était également un grave problème dans le secteur de l'extraction artisanale de l'or. Selon la CSI, au moins 20 000 enfants travaillaient dans des conditions extrêmement dures et dangereuses dans les mines d'or artisanales du pays. Selon le rapport de Human Rights Watch pour 2011, les enfants commencent à travailler dès l'âge de six ans, creusent des puits, travaillent sous terre, tirent de lourdes charges, transportent le minerai, le concassent et le lavent lors de l'opération de panage. De nombreux enfants employaient aussi dans

leur travail du mercure, substance toxique servant à la séparation de l'or du minerai.

Dans l'ensemble du pays, un nombre inconnu d'enfants d'âge primaire, en majorité de moins de dix ans, ont fréquenté à temps partiel des écoles coraniques, financées par leurs parents et eux-mêmes ; leur enseignement se limitait exclusivement à l'apprentissage du Coran. Les maîtres coraniques ont souvent forcé leurs élèves, appelés « garibouts », dans le cadre de leurs travaux, à mendier dans la rue et à travailler comme journaliers dans des exploitations agricoles.

d. Conditions de travail acceptables

Le salaire mensuel minimum, fixé à 28 645 francs CFA (57,39 dollars É.-U.), était accompagné d'avantages sociaux obligatoires, dont la sécurité sociale et les soins de santé. La loi n'exige pas l'égalité de salaire à travail égal.

La semaine de travail légale est de 40 heures, sauf dans le secteur agricole, où elle varie de 42 à 48 heures selon la saison. La loi exige une période de repos hebdomadaire de 24 heures. Les heures de travail supplémentaires, huit par semaine au maximum, doivent être rémunérées.

La loi prévoit une vaste gamme de protections juridiques contre les dangers présents sur les lieux de travail. Les travailleurs ont le droit de se soustraire aux conditions de travail dangereuses et de demander qu'une enquête soit menée par le Service de la sécurité sociale, chargé de recommander les mesures à prendre pour remédier, au besoin, à la situation.

Bien qu'il emploie une cinquantaine d'inspecteurs du travail, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle n'a pas assuré l'application effective de ces normes, les inspecteurs manquant de ressources pour effectuer des enquêtes sur le terrain. Le manque de ressources s'est aggravé après le coup d'État du 22 mars et la récession économique subséquente. Les violations et les sanctions appliquées n'ont pas été rendues publiques. Le Service de l'inspection du travail a manqué d'efficacité pour faire appliquer les normes de sécurité du travail et mener des enquêtes, et n'a pas reçu un financement suffisant pour remplir sa mission. En général, les inspecteurs du travail ne se sont rendus sur les lieux de travail pour des inspections surprises qu'à la suite de plaintes déposées par les syndicats.

Malgré les dispositions en vigueur, de nombreux employeurs soit ont ignoré les règlements relatifs aux salaires, aux heures de travail et aux avantages sociaux, soit

ne s'y sont pas pleinement conformés, et l'on ne sait pas si des travailleurs ont exercé leur droit de se soustraire à des conditions de travail dangereuses. Des groupes de travailleurs ont fait pression sur les employeurs pour qu'ils respectent certaines sections de la réglementation. Cependant, le taux de chômage étant élevé, les travailleurs ont souvent été peu disposés à signaler les infractions aux règles de sécurité du travail.

Les conditions de travail présentaient des variations à l'échelle du pays, mais c'est dans le secteur privé qu'elles étaient les plus mauvaises. Dans les petites exploitations agricoles familiales, les enfants travaillaient en étant peu rémunérés ou pas du tout. Le salaire minimum national était de 28 465 francs CFA (57,39 dollars É.-U.) par mois, mais les personnes travaillant dans les secteurs informel et de subsistance ne percevaient pas ce minimum; certains employés de maison, par exemple, ne touchaient que 7 500 francs CFA (15 dollars É.-U.) par mois. En raison des limitations des ressources et par conséquent des inspections sur le terrain, le gouvernement n'a pas été en mesure de recueillir des données crédibles sur les lieux de travail dangereux.